



Communiqué de presse

Embargo: 28.08.2017, 9:15

4 Economie nationale

N° 2017-0268-F

Comptes nationaux de la Suisse 2016

Légère accélération de la croissance de l'économie suisse en 2016

Neuchâtel, 28.08.2017 (OFS) – **L'économie suisse a enregistré en 2016 une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,4% aux prix de l'année précédente (+1,2% en 2015). Cette croissance s'inscrit dans un environnement contrasté caractérisé par une forte progression du commerce extérieur et des investissements en biens d'équipement. Le revenu national brut (RNB) à prix courants enregistre quant à lui une baisse de 0,7%, conséquence de la détérioration du solde de la balance des revenus avec l'étranger. Ces premières estimations 2016 de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sont accompagnées d'une révision des résultats affectant la période allant de 1995 à 2015.**

Suite à des changements et des révisions significatifs dans plusieurs statistiques, l'OFS publie des séries révisées des Comptes nationaux (CN). Cette révision a un impact très limité sur le PIB de 1995 à 2013. En effet, le niveau de ce dernier est en moyenne plus élevé de 0,3% par rapport à la version précédente et l'évolution conjoncturelle n'est affectée que très marginalement.

Les changements sont, toutefois, plus marqués pour la période récente (2013 à 2015). Les résultats révisés indiquent ainsi une croissance plus soutenue de 0,4 point de pourcent entre 2013 et 2014, ainsi que entre 2014 et 2015. Cette correction à la hausse est principalement due aux données révisées des dépenses de recherche et développement (R-D) et, dans une moindre mesure, aux changements apportés aux estimations des caisses de pension. Jusqu'à cette révision les résultats 2015 étaient encore provisoires et l'arrivée de données plus complètes explique également les changements constatés pour cette année.

Forte hausse de la balance commerciale

Sans prise en compte de l'or non monétaire, le solde de la balance des biens et services augmente de 11,3% en 2016 (sauf indication contraire, les résultats sont aux prix de l'année précédente).

Cette évolution marquée s'explique par la forte amélioration à la fois du solde de la balance des biens et de celui de la balance des services. L'évolution de ce dernier est due à la croissance supérieure des exportations par rapport aux importations (respectivement +7,9% et +5,4%). Les revenus de licences et les services aux entreprises ont particulièrement soutenu les exportations de services. Le solde de la balance des biens (sans l'or non monétaire) s'est accru de 8,5%. Cette croissance est également due au dynamisme plus marqué des exportations par rapport à celui des importations (respectivement +6% et +5,2%). La hausse des exportations est imputable aux industries chimique et pharmaceutique.

La R-D favorise la croissance des investissements

Pour la troisième année consécutive, les investissements augmentent de manière soutenue (+3,1%). Cette hausse s'explique par une nouvelle progression des investissements en biens d'équipements (+4,5%) soutenus en particulier par la R-D et l'informatique. Par contre, avec une hausse de 0,9%, la croissance dans la construction continue de ralentir (2015 : +1,6%).

De son côté, les dépenses de consommation finale des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages progressent modérément de 1,5% (2015 : +1,8%). L'évolution favorable du climat de consommation en fin d'année, dû aux meilleures perspectives quant à l'évolution de la situation économique, ne se reflète que partiellement dans les résultats annuels.

Reprise de l'industrie et baisse marquée des services financiers

Après le contrecoup de l'abandon du taux plancher EUR/CHF en 2015, l'industrie manufacturière retrouve le chemin de la croissance (+1,8%). La situation reste toutefois très hétérogène au niveau des branches d'activité et de nombreux pans de l'industrie sont toujours confrontés à des difficultés.

Pour la troisième année consécutive, la valeur ajoutée des banques est à la baisse, pesant sur l'évolution du secteur financier (-2,9%).

La valeur ajoutée des services non financiers (y compris le commerce) connaît, par contre, une hausse significative (+ 2,3%). Le commerce de gros - soutenu par le commerce de transit - et d'importantes branches orientées vers le marché intérieur ont connu une évolution positive de leur valeur ajoutée. Par contre, l'enseignement et l'hôtellerie-restauration affichent un résultat négatif (respectivement -1,5% et -0,7%).

Baisse du revenu national brut (RNB)

Le RNB à prix courants, qui mesure la somme des revenus nets perçus par les unités résidentes, enregistre une baisse de 0,7% (2015 : +2,6%). Ce résultat est dû à une diminution importante des revenus de la propriété reçus de l'étranger (-16,1%). Ce mouvement n'est que partiellement compensé par la baisse des revenus de la propriété versés à l'étranger (-13,5%). De même, la croissance des revenus des salariés reçus de l'étranger (+2,8%) ne suffit pas à compenser la hausse constante des rémunérations versées à des non-résidents (+4,2%), dont le niveau est bien supérieur.

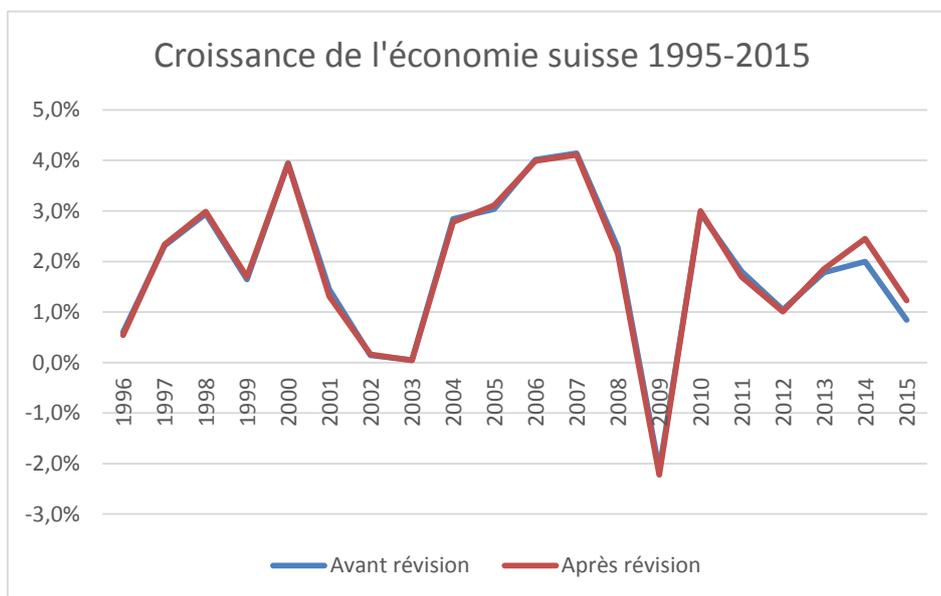
Révision des Comptes nationaux

En parallèle aux premières estimations annuelles du Produit intérieur brut (PIB) de 2016, l'OFS publie des séries révisées affectant l'ensemble de la période 1995 à 2015. Cette révision des comptes nationaux (CN) est la conséquence des changements dans plusieurs données de base. Concrètement, les adaptations suivantes ont été apportées :

- Un travail de mise en cohérence de l'ensemble de données a été effectué entre la Statistique financière des collectivités publiques et les CN. Les données comptables des administrations publiques ont été examinées à un niveau très fin, ce qui permet de renforcer la qualité et la cohérence des données publiées.
- Les données de recherche et développement (R-D) ont été révisées pour tenir compte de deux éléments. D'une part, la statistique « R-D suisse 2015 » a révélé une évolution des dépenses de R-D nettement plus dynamique qu'anticipée. D'autre part, lors du relevé 2015, des entreprises ont signalé avoir omis des éléments de réponse en 2012, année du précédent relevé, ce qui a conduit à réviser partiellement les résultats de cette année d'enquête.
- D'autres révisions au niveau des statistiques de base, telles que les « Coût et financement du système de santé » ou le loyer mensuel moyen du « Relevé structurel », et des informations complémentaires (p.ex. Statistique des caisses de pension) ont également été intégrés dans les nouvelles estimations.

Les données révisées sont reprises dans le cadre du calcul de la productivité du travail. Cette dernière est par conséquent adaptée pour la période 1997-2015.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution conjoncturelle de l'économie suisse avant et après la révision.



Afin de limiter la fréquence des changements des séries de données publiées, les CN sont révisés environ tous les cinq ans selon une politique de révision coordonnée au niveau national et international. Toutefois, des révisions plus fréquentes ne peuvent pas être exclues, en particulier pour intégrer des nouvelles données lorsqu'il apparaît que leur prise en compte est plus importante que le maintien de la stabilité des données publiées.

La prochaine révision complète des CN est prévue pour 2020. Elle permettra une mise à jour des méthodes de calcul et la prise en compte des nouvelles informations statistiques.

Renseignements:

Philippe Küttel, OFS, Section Comptes nationaux

Tél. : +41 58 463 60 67, e-mail : Philippe.Kuettel@bfs.admin.ch

Service des médias OFS, tél. : +41 58 463 60 13, e-mail : media@bfs.admin.ch

Offre en ligne:

Vous trouverez d'autres informations et publications sous forme électronique sur le site Internet de l'OFS à l'adresse www.bfs.admin.ch/news/fr/2017-0268

La statistique compte pour vous. www.la-statistique-compte.ch

Abonnement aux NewsMails de l'OFS: www.news-stat.admin.ch

Ce communiqué est conforme aux principes du Code de bonnes pratiques de la statistique européenne. Ce dernier définit les bases qui assurent l'indépendance, l'intégrité et la responsabilité des services statistiques nationaux et communautaires. Les accès privilégiés sont contrôlés et placés sous embargo.

Pour l'accomplissement de leurs tâches, le Secrétariat d'Etat à l'économie et la Banque nationale suisse ont reçu les informations contenues dans le présent communiqué deux semaines avant leur publication.

T1 Valeur ajoutée brute par branche selon la nomenclature A17

En millions de francs, à prix courants

Code NOGA	Intitulé	2014	2015p	2016p
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	4 684	4 255	4 301
05-09	Industries extractives	766	797	815
10-33	Industrie manufacturière	119 301	117 027	117 304
35-39	Production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	10 028	11 369	11 750
41-43	Construction	33 402	34 697	34 940
45-47	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	93 680	91 983	91 273
49-53; 58-63	Transports, entreposage, information et communication	51 079	52 993	53 728
55-56	Hébergement et restauration	11 076	10 874	10 766
64-65	Sociétés financières	62 419	62 110	59 802
68-82	Activités immobilières, scientifiques, techniques et services administratifs	107 679	110 987	114 038
84	Administration publique	67 126	67 496	68 343
85	Enseignement	3 679	3 797	3 844
86-88	Santé humaine et action sociale	47 538	49 630	51 371
90-96	Arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service	13 805	12 599	14 429
97-98	Activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs	2 058	2 162	2 280
	Impôts sur les produits	35 466	35 520	35 199
	Subventions sur les produits	-14 068	-14 562	-15 202
	Produit intérieur brut aux prix du marché	649 718	653 735	658 978

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code NOGA	Intitulé	2014	2015p	2016p
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	7,4%	-5,5%	-2,5%
05-09	Industries extractives	-6,2%	-2,4%	2,5%
10-33	Industrie manufacturière	1,0%	0,4%	1,8%
35-39	Production et distribution d'énergie et d'eau; gestion des déchets	-12,1%	-4,3%	1,3%
41-43	Construction	2,6%	0,1%	1,5%
45-47	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	5,8%	6,7%	1,8%
49-53; 58-63	Transports, entreposage, information et communication	2,3%	-0,7%	1,0%
55-56	Hébergement et restauration	0,1%	-3,5%	-0,7%
64-65	Sociétés financières	1,4%	0,0%	-2,9%
68-82	Activités immobilières, scientifiques, techniques et services administratifs	2,9%	1,5%	1,7%
84	Administration publique	2,0%	1,0%	1,7%
85	Enseignement	1,2%	-1,4%	-1,5%
86-88	Santé humaine et action sociale	3,3%	3,2%	3,7%
90-96	Arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service	6,6%	-11,0%	13,4%
97-98	Activités des ménages en tant qu'employeurs et producteurs	4,3%	5,1%	6,0%
	Impôts sur les produits	1,3%	2,0%	0,6%
	Subventions sur les produits	-0,1%	3,5%	4,9%
	Produit intérieur brut aux prix du marché	2,4%	1,2%	1,4%

T2 Produit intérieur brut selon son affectation

En millions de francs, à prix courants

Code	Intitulé	2014	2015p	2016p
P.3	Dépense de consommation finale	422 812	427 320	432 737
S.14+S15	Ménages et ISBLSM	345 035	349 225	353 822
S.13	Administrations publiques	77 777	78 094	78 915
P.5	Formation brute de capital	150 972	151 181	152 288
P.51	Formation brute de capital fixe	155 130	155 541	158 540
P.5111be	Biens d'équipement	94 803	94 500	97 292
P.5111c	Construction	60 327	61 041	61 248
	Demande intérieure finale	577 942	582 860	591 276
P.52	Variation des stocks*	2 630	-2 709	-8 026
P.53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-6 788	-1 651	1 775
P.6	Exportations de biens et de services	417 598	406 220	433 682
P.61	Exportations de biens	301 544	291 899	311 172
P.61c	Exportations de biens sans or non monétaire**	235 158	224 773	232 013
P.62	Exportations de services	116 054	114 321	122 510
	Demande globale	991 382	984 721	1 018 707
P.7	Importations de biens et de services	341 664	330 985	359 729
P.71	Importations de biens	250 780	240 311	262 455
P.71c	Importations de biens sans or non monétaire**	188 269	173 901	182 232
P.72	Importations de services	90 883	90 675	97 273
B.1*b	Produit intérieur brut	649 718	653 735	658 978

* y compris erreur statistique

**Suite à la dernière révision, tout l'or non monétaire fait désormais partie de la balance commerciale.

Ce changement est neutre du point de vue du PIB (contrepartie en P.53).

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code	Intitulé	2014	2015p	2016p
P.3	Dépense de consommation finale	1,4%	1,7%	1,5%
S.14+S15	Ménages et ISBLSM	1,3%	1,8%	1,5%
S.13	Administrations publiques	2,2%	1,2%	1,6%
P.5	Formation brute de capital	5,8%	4,4%	-2,9%
P.51	Formation brute de capital fixe	3,0%	2,2%	3,1%
P.5111be	Biens d'équipement	2,9%	2,6%	4,5%
P.5111c	Construction	3,2%	1,6%	0,9%
	Demande intérieure finale	1,9%	1,8%	1,9%
P.52	Variation des stocks*			
P.53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur			
P.6	Exportations de biens et de services	-6,2%	2,4%	6,5%
P.61	Exportations de biens	-9,5%	2,7%	6,0%
P.61c	Exportations de biens sans or non monétaire**	5,4%	1,9%	6,0%
P.62	Exportations de services	4,0%	1,7%	7,9%
	Demande globale	-1,4%	2,4%	2,9%
P.7	Importations de biens et de services	-7,7%	4,7%	6,0%
P.71	Importations de biens	-11,9%	2,9%	6,2%
P.71c	Importations de biens sans or non monétaire**	1,3%	0,3%	5,2%
P.72	Importations de services	6,8%	9,6%	5,4%
B.1*b	Produit intérieur brut	2,4%	1,2%	1,4%

* y compris erreur statistique

**Suite à la dernière révision, tout l'or non monétaire fait désormais partie de la balance commerciale.

Ce changement est neutre du point de vue du PIB (contrepartie en P.53).

T3 Produit intérieur brut selon l'approche des revenus et revenu national brut

En millions de francs, à prix courants

Code	Intitulé	2014	2015p	2016p
D.1	Rémunération des salariés	379 388	386 525	391 670
B.*2n	Excédent net d'exploitation	114 405	112 817	112 175
K.1	Consommation de capital fixe	136 240	135 019	136 519
D.2	Impôts sur la production et les importations	38 885	39 083	38 966
D.3	Subventions	-19 199	-19 709	-20 353
B.1*b	Produit intérieur brut	649 718	653 735	658 978
D.1r	Rémunération des salariés reçue du reste du monde	2 292	2 506	2 576
D.1p	Rémunération des salariés versée au reste du monde	23 801	24 879	25 929
D.4r	Revenus de la propriété reçus du reste du monde	138 127	147 491	123 806
D.4p	Revenus de la propriété versés au reste du monde	113 822	109 085	94 315
B.5*b	Revenu national brut	652 515	669 768	665 115

Variation en % par rapport à l'année précédente

Code	Intitulé	2014	2015p	2016p
D.1	Rémunération des salariés	1,5%	1,9%	1,3%
B.*2n	Excédent net d'exploitation	2,7%	-1,4%	-0,6%
K.1	Consommation de capital fixe	2,0%	-0,9%	1,1%
D.2	Impôts sur la production et les importations	0,4%	0,5%	-0,3%
D.3	Subventions	0,1%	2,7%	3,3%
B.1*b	Produit intérieur brut	1,8%	0,6%	0,8%
D.1r	Rémunération des salariés reçue du reste du monde	-3,0%	9,3%	2,8%
D.1p	Rémunération des salariés versée au reste du monde	4,1%	4,5%	4,2%
D.4r	Revenus de la propriété reçus du reste du monde	25,0%	6,8%	-16,1%
D.4p	Revenus de la propriété versés au reste du monde	48,7%	-4,2%	-13,5%
B.5*b	Revenu national brut	0,1%	2,6%	-0,7%